

(4)

( N° 100. )

# Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 FÉVRIER 1912.

Budget du Ministère de l'Agriculture et des Travaux publics  
pour l'exercice 1912 (1).

## RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. PITSÆER.

MESSIEURS.

A plusieurs reprises des honorables rapporteurs, tant au Sénat qu'à la Chambre des Représentants, ont exprimé le désir de voir rapporter séparément le budget de l'Agriculture et celui auquel il est joint. De cette façon les intérêts agricoles seraient mieux sauvegardés et nous pourrions peut-être, à bref délai, obtenir la réalisation des vœux de tous les cultivateurs dignes de ce nom : voir le Ministère de l'Agriculture devenir autonome.

Le budget du Ministère de l'Agriculture s'élève, pour 1902 :

A. En dépenses ordinaires . . . . .	12,330,514	
B. Dépenses exceptionnelles . . . . .	89,500	
Total . . . . .		12,420,014

En 1911, ces dépenses se sont réparties comme suit :

A. Dépenses ordinaires . . . . .	10,949,717	
B. Dépenses exceptionnelles . . . . .	477,000	
Total . . . . .		11,426,717

Différence en plus pour 1912 . . . . . 993,297

Le budget du Ministère des Travaux publics s'élève, pour 1912 :

A. Dépenses ordinaires . . . . .	16,459,432	
B. Dépenses exceptionnelles . . . . .	1,559,500	
Total . . . . .		18,018,932

(1) Budget, n° 4<sup>XIII</sup>.

(2) La section centrale, présidée par M. Harmignie, était composée de MM. Donnay, Heynen, Polet, Pitsaer, Cartuyvels, Hubert.

Le budget de 1911 comportait les dépenses suivantes :

A. Dépenses ordinaires . . . . .	16,628,732	
B. Dépenses exceptionnelles . . . . .	1,516,582	
		17,945,582
Soit une augmentation de . . . . .		73,618

Le budget de l'Agriculture et des Travaux publics n'a soulevé de discussion importante ni dans les sections ni au sein de la section centrale. Celle-ci s'est bornée à poser les questions suivantes au Gouvernement :

#### 1<sup>re</sup> QUESTION.

*La section centrale demande si l'on ne pourrait accorder une majoration de subsides pour les sociétés agricoles en compensation de l'abolition de la franchise postale.*

#### RÉPONSE.

Le retrait de la franchise postale n'entraîne une diminution de ressources que pour les sociétés provinciales d'agriculture qui exploitent directement leur journal agricole.

Il n'en est pas de même lorsque l'exploitation du journal constitue une entreprise privée dont les intérêts sont indépendants de ceux de la société provinciale.

Avant de pouvoir prétendre à une augmentation de subside en compensation de l'abolition de la franchise postale, chaque société devrait établir qu'elle est directement intéressée dans la gestion financière du journal.

En 1911, des majorations de subsides s'élevant à 6,000 francs au total ont été accordées à trois sociétés provinciales.

#### 2<sup>e</sup> QUESTION.

*Le département de l'agriculture ne pourrait-il communiquer les éléments de statistique permettant de fixer à 95 p. c. la proportion du bétail belge dans l'alimentation ?*

#### RÉPONSE.

Mon administration a puisé les éléments qui lui ont permis d'établir ce chiffre dans les données des recensements annuels de l'agriculture et dans les indications du tableau général du commerce de la Belgique avec les pays étrangers, qui sont des documents officiels et publics, ainsi que dans les renseignements qui lui sont fournis par le service vétérinaire sur l'importation des bêtes de boucherie.

Voici les chiffres extraits de ces documents pour les cinq dernières années :

Années	Nombre total de bêtes abattues.	Nombre de bêtes importées pour la boucherie.	Proportion p. c. des animaux importés.
1909. . . . .	811,095	43,545	5,3
1908. . . . .	758,357	47,621	6,3
1907. . . . .	793,887	47,204	5,9
1906. . . . .	779,892	36,341	4,6
1905. . . . .	744,412	30,732	4,1
Total. . . . .	3,884,593	205,441	5,28

### 3<sup>e</sup> QUESTION.

*La Section centrale demande si l'on ne pourrait faire une enquête sur la situation de l'agriculture dans le pays.*

### RÉPONSE.

Mon Département procède en ce moment à l'enquête sur la situation de l'agriculture dans le pays demandée par la Section centrale.

Tel est, en effet, l'objet du recensement général de l'agriculture en cours d'exécution.

Les résultats du recensement seront complétés et interprétés par des monographies techniques et économiques que mon Département publiera comme il l'a fait à la suite du recensement général de l'agriculture de 1895.

### 4<sup>e</sup> QUESTION.

*Quels sont les résultats obtenus par les expériences faites par les systèmes du D<sup>r</sup> Doyen et Morandi, pour guérir et même prévenir la stomatite aphteuse ?*

### RÉPONSE.

Les rapports ci-annexés sur les essais du traitement préconisé par M. le D<sup>r</sup> Doyen, pour combattre la stomatite aphteuse, donnent tous comme conclusion générale que dans les expériences entreprises dans le Brabant, la Flandre Occidentale et la province de Liège, le traitement en question, en tenant compte des faits observés, ne s'est montré ni préventif, ni curatif, ni abortif, vis-à-vis de la stomatite aphteuse.

La Commission du Brabant a cependant tenu à déclarer que par ses conclusions elle n'entend nullement condamner le principe de méthode générale thérapeutique soutenu par l'éminent chirurgien français.

Des expériences par le thym serpolet, recommandé par M. Morandi, ont été faites également, le rapport sera publié très prochainement.

5<sup>e</sup> QUESTION.

*Dans quelles conditions sont nommés les inspecteurs vétérinaires suppléants?*

## RÉPONSE.

En vertu de l'article premier de l'arrêté royal du 10 décembre 1890, concernant l'organisation du service vétérinaire, il peut être nommé auprès de chaque inspecteur, suivant les besoins du service et pour un temps à déterminer par le Ministre, un ou plusieurs inspecteurs vétérinaires suppléants chargés d'assister l'inspecteur vétérinaire.

Les inspecteurs suppléants nommés dans ces conditions, peuvent exercer la médecine vétérinaire; ils ne jouissent d'aucun traitement, mais ils reçoivent des frais de déplacement d'après le tarif fixé par le Ministre.

6<sup>e</sup> QUESTION.

*Ne pourrait-on comprendre parmi les bêtes pour lesquelles le Gouvernement accorde des indemnités, les bêtes mortes par suite de la stomatite aphteuse?*

## RÉPONSE.

Les règlements sur la police sanitaire des animaux domestiques ne prévoient pas la stomatite aphteuse comme maladie donnant lieu à l'octroi d'indemnités sur les fonds du Gouvernement.

Toutefois, il sera accordé sur le crédit spécial de 250,000 francs, figurant au budget de 1911, des secours aux cultivateurs qui ont eu dans leurs exploitations, au cours de l'année 1911, à la suite de la stomatite aphteuse, des cas de mort de bêtes bovines âgées d'au moins un an.

7<sup>e</sup> QUESTION.

*La Section centrale demande si l'on ne pourrait encourager de toute façon les expositions agricoles et horticoles et les multiplier pour autant que de besoin.*

## RÉPONSE.

Le Département de l'Agriculture encourage l'organisation des expositions et concours agricoles en allouant aux sociétés organisatrices des subsides qui s'élèvent généralement au tiers des dépenses.

Il ne paraît pas nécessaire de prendre d'autres mesures pour multiplier les expositions agricoles et il n'est pas désirable que le Département se charge lui-même de leur organisation.

Les associations devraient désormais chercher autant à donner un caractère pratique à ces concours qu'à les multiplier.

En ce qui concerne les expositions *horticoles*, un subside de 20,000 francs est alloué annuellement au Comité National pour le progrès horticole, qui le répartit entre les sociétés affiliées à la Fédération des associations d'horticulture. Dans la répartition de ce subside, le Comité tient compte notamment des dépenses auxquelles donnent lieu les expositions et concours organisés par ces sociétés.

Le Département alloue également des subsides à des syndicats de producteurs de fraises et de « witloof », en vue d'encourager leurs concours-expositions.

Enfin, il accorde, à titre exceptionnel, des subsides pour les expositions horticoles organisées à l'occasion d'expositions universelles ou pour les expositions jubilaires ou commémoratives présentant un intérêt horticole.

Les expositions d'horticulture proprement dites — c'est-à-dire de plantes fleuries et de plantes ornementales — sont suffisamment fréquentes ; mais là où les circonstances s'y prêtent, ces expositions devraient être complétées par des concours de fruits et de légumes.

D'une manière générale, les concours de fruits et de légumes pourraient présenter une certaine périodicité, à la condition toutefois d'offrir un intérêt plus pratique qu'actuellement. Les programmes devraient être adressés, spécialement en ce qui concerne les expositions de fruits, de manière à produire, non pas, comme c'est trop souvent le cas, un grand nombre de variétés, mais les variétés les meilleures et celles convenant le mieux pour le commerce. Les concours favoriseraient ainsi la production et le commerce. A cette fin, ils devraient être organisés dans les régions du pays où cette production offre une certaine importance.

Il convient de signaler, d'autre part, que quelques sociétés organisent des meetings horticoles mensuels, ou bien des concours « dits d'apports », où les membres présentent une ou deux fois par an les produits de leurs cultures. Ce sont autant de petites expositions.

D'autres sociétés ont institué des concours de jardins.

Toutes ces entreprises créent ou entretiennent une heureuse émulation entre les membres et elles ont, en outre, le grand mérite d'être peu dispendieuses. Plus peut-être que les expositions ordinaires, elles sont de nature à répandre le progrès horticole si, bien entendu, à l'occasion de ces meetings, de ces concours d'apports, de ces concours de jardins, etc., des conférences sont données par des personnes compétentes.

#### 8<sup>e</sup> QUESTION.

*La Section centrale demande un projet d'ensemble pour tous les travaux publics, parce que l'on craint que les petits arrondissements ne soient sacrifiés.*

#### RÉPONSE.

La question posée a trait, à la fois, au budget ordinaire de mon Département et au budget extraordinaire.

En ce qui concerne le budget ordinaire, les crédits portés pour les routes, les bâtiments civils, les ports et les voies hydrauliques sont répartis entre tous les arrondissements intéressés, d'après l'importance de ces voies ou bâtiments et suivant les nécessités de leur entretien; résultant des circonstances, des lieux ou du temps.

Les cahiers des charges publiés touchant ces travaux d'entretien en font foi.

Quant aux crédits portés au budget extraordinaire, ils sont répartis aussi régulièrement que possible entre les diverses régions où des travaux de construction ont été reconnus nécessaires.

On ne saurait arrêter d'avance un programme d'ensemble des travaux d'amélioration ou de construction concernant la voirie routière ou fluviale, car on ne peut déterminer rigoureusement le temps nécessaire à l'élaboration des projets et à l'acquisition des terrains dont l'État doit disposer dans la plupart des cas pour exécuter ces travaux.

Au surplus, chacun peut se rendre compte de la répartition de ces crédits, en consultant les tableaux des travaux en cours que j'ai soin de faire paraître à l'appui des propositions pour la formation du budget extraordinaire de chaque exercice.

#### 9<sup>e</sup> QUESTION.

*La Section centrale désire que le Gouvernement donne une réponse catégorique au sujet de l'amélioration de la Dendre.*

#### RÉPONSE.

L'élaboration d'un programme d'amélioration de la Dendre canalisée est subordonné à la reprise de la concession de l'exploitation de cette voie navigable.

Cette question est à l'examen.

#### 10<sup>e</sup> QUESTION.

*La Section centrale trouve que le crédit pour l'amélioration du Rupel est insuffisant.*

#### RÉPONSE.

Le crédit demandé au budget ordinaire est suffisant pour faire face aux dépenses à résulter des travaux ordinaires d'entretien et d'amélioration du Rupel, pendant l'exercice 1912.

#### 11<sup>e</sup> QUESTION.

*La Section centrale trouve que le crédit pour l'amélioration de la Dyle est insuffisant.*

#### RÉPONSE.

Le crédit demandé au budget ordinaire est suffisant pour faire face aux dépenses à résulter des travaux ordinaires d'entretien et d'amélioration de la Dyle, pendant l'exercice 1912.

12<sup>e</sup> QUESTION.

*La Section centrale trouve que le crédit pour l'amélioration de la Lys est insuffisant.*

## RÉPONSE.

Le crédit demandé au budget ordinaire est suffisant pour faire face aux dépenses à résulter des travaux ordinaires d'entretien et d'amélioration de la Lys, pendant l'exercice 1912.

13<sup>e</sup> QUESTION.

*La Section centrale insiste pour que le Département fournisse des renseignements et active les travaux du port d'Anvers.*

## RÉPONSE.

Cette question concerne le budget extraordinaire.

Le Gouvernement se réfère, d'ailleurs, à la déclaration qui a été faite par le Ministre de Brocqueville, chef du Cabinet, à la séance de la Chambre des Représentants du 15 novembre 1911.

14<sup>e</sup> QUESTION.

*La Section centrale demande des déclarations sur les projets et l'état des travaux pour l'amélioration de la Meuse, en aval de Liège.*

## RÉPONSE.

Les travaux d'amélioration de la Meuse, en aval de Liège, doivent s'exécuter en trois phases.

La première phase comprend les travaux d'élargissement provisoire du lit du fleuve, en aval du barrage de la Fonderie des canons, à Liège.

La deuxième phase est relative aux travaux projetés entre le pont de Wandre et Visé.

La troisième et dernière phase comprend les travaux définitifs d'élargissement et de rectification du fleuve, à la sortie de Liège, de dérivation, au travers de l'île Monsin, à Herstal, et de déplacement du barrage de la Fonderie.

L'élargissement provisoire du fleuve, en aval du barrage de la Fonderie des canons (première phase), est terminé.

Les acquisitions de terrains nécessaires à l'exécution des améliorations de la troisième phase sont très avancées. La somme dépensée de ce chef à la date de ce jour se chiffre à un million environ.

Le plan terrier et les profils concernant les travaux de la deuxième phase sont dressés.

15<sup>e</sup> QUESTION.

*La section centrale demande que les travaux de Termonde soient disjoints de ceux d'Anvers et que l'on renforce tout d'abord les digues de l'Escaut pour empêcher les inondations.*

## RÉPONSE.

Cette question concerne le budget extraordinaire.

Les travaux de Termonde s'exécuteront indépendamment de ceux d'Anvers. Les travaux de reconstruction des digues de l'Escaut sont en cours entre Wetteren et Schoonaerde; les études relatives à l'amélioration de la partie du fleuve en aval de Schoonaerde se poursuivent et le personnel qui en est chargé vient d'être renforcé. Le département tiendra la main à ce qu'elles soient terminées à bref délai.

\*  
\* \*

La section centrale sait gré à M. le Ministre d'avoir augmenté de 200,000 francs l'article 9 du budget de l'agriculture afin d'assurer le règlement plus régulier des indemnités du chef de chevaux et bestiaux abattus par ordre de l'autorité, de bêtes bovines et porcines mortes, abattues ou saisies pour cause de tuberculose et de charbon.

Comme le disait l'honorable M. Van Cleemputte dans le rapport sur le même budget, l'année dernière, l'importance, la quantité et la qualité du cheptel assuré s'accroît constamment. L'étendue des risques couverts, les sacrifices que s'imposent les associations grandissent et se développent constamment d'année en année; en même temps on voit se développer et se perfectionner les mesures prises par les différentes sociétés pour améliorer les conditions hygiéniques du bétail, pour prévenir les accidents, pour combattre l'invasion et la propagation des maladies et particulièrement des maladies contagieuses. Les œuvres dont il s'agit rendent donc à plus d'un point de vue d'importants services au pays. L'État a évidemment intérêt à ce que ces services soient encore plus nombreux et plus considérables. En augmentant méthodiquement les subsides, notamment aux sociétés de réassurance, il obtiendra d'elles et des sociétés affiliées une constante amélioration et un développement rationnel des mesures d'hygiène. Une intervention plus étendue se justifie donc pleinement.

Elle rend également hommage à M. le Ministre d'avoir songé à améliorer la situation du corps des agronomes de l'État, des inspecteurs vétérinaires, du personnel des laboratoires d'analyses, du matériel résultant de l'extension des travaux de la station de chimie et de physique agricole, des laboratoires d'analyses et de tout ce qui s'y rapporte.

Tout en remerciant l'honorable Ministre d'avoir augmenté de 302,000 fr. les subsides accordés aux provinces pour les assurer du bon entretien des chemins de grande communication améliorés, la section centrale adresse des félicitations chaleureuses à l'honorable chef du Département de l'agriculture pour son heureuse initiative d'avoir porté, pour la première fois, à son budget, un crédit de 200,000 francs destiné à venir en aide aux communes rurales pour leur permettre d'assurer le bon entretien des chemins améliorés avec intervention de l'État comme chemins agricoles.



Elle espère toutefois que dans la suite ce subside sera considérablement augmenté, afin de permettre aux communes d'entretenir tous les chemins vicinaux de petite vicinalité améliorés.

Elle applaudit à l'heureuse initiative de M. le Ministre d'avoir réorganisé le système du recensement agricole en créant des commissions de statistique sous la direction des comices agricoles et des commissions provinciales d'agriculture.

Le budget rejeté en première section par	10 voix contre	10	
a été adopté en seconde section par	16	—	6;
En troisième section par	12	—	9;
En quatrième	—	12	— 10;
En cinquième	—	12 et 4	abstentions;
En sixième	—	14 et 2	—

La section centrale à l'unanimité vous propose l'adoption du budget.

*Le Rapporteur,*

J. PITSAER.

*Le Président,*

A. HARMIGNIE.



(10)

(4)

( Nr 100. )

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

VERGADERING VAN 22 FEBRUARI 1912.

Begrooting van het Ministerie van Landbouw en Openbare Werken  
voor het dienstjaar 1912 (1).

---

## VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING UITGEBRACHT (2) DOOR DEN HEER PITSAER.

MIJNE HEEREN,

Zoowel in den Senaat als in de Kamer der Volksvertegenwoordigers werd meermalen door de achtbare Verslaggevers de wensch geuit, dat een afzonderlijk verslag zou worden uitgebracht over de Begrooting van Landbouw en over die welke daarmee is samengesmolten. Aldus zouden de landbouwbelangen beter gevrijwaard zijn en zou wellicht binnenkort de wensch van alle rechtgeaarde landbouwers kunnen verwezenlijkt worden : het zelfstandig optreden van het Ministerie van Landbouw.

De Begrooting van het Ministerie van Landbouw bedraagt voor 1912 :

A. — Gewone uitgaven . . . . .	fr.	12,330,514
B. — Uitzonderlijke uitgaven . . . . .	»	89,500
Te zamen . . . . .	fr.	12,420,014

In 1911 waren deze uitgaven verdeeld als volgt :

A. — Gewone uitgaven . . . . .	fr.	10,949,717
B. — Uitzonderlijke uitgaven . . . . .	»	477,000
Te zamen . . . . .	fr.	11,426,717

Vermeerdering voor 1912 . . . . .	fr.	993,297
-----------------------------------	-----	---------

---

(1) Begrooting, n<sup>o</sup> 4<sup>XIII</sup>.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Harmignie, bestond uit de heeren Donnay, Heynen, Polet, Pitsaer, Cartuyvels, Hubert.

De Begrooting van het Ministerie van Openbare Werken bedraagt voor 1912:

A. — Gewone uitgaven . . . . .	fr.	16,459,432	
B. — Uitzonderlijke uitgaven . . . . .	»	1,559,500	
			Te zamen . . . fr. 18,018,932

In 1911 waren deze uitgaven verdeeld als volgt :

A. — Gewone uitgaven . . . . .	fr.	16,628,732	
B. — Uitzonderlijke uitgaven . . . . .	»	1,316,582	
			Te zamen . . . fr. 17,945,314
Vermeerdering. . . . .	fr.	73,618	

Noch in de afdeelingen, noch in de Middenafdeeling gaf de Begrooting van Landbouw en Openbare Werken aanleiding tot eene belangrijke bespreking. De Middenafdeeling bepaalde er zich bij, de volgende vragen tot de Regeering te richten :

1<sup>ste</sup> VRAAG.

*De Middenafdeeling vraagt of men aan de landbouwmaatschappijen niet hogere toelagen zou kunnen schenken als vergelding wegens het afschaffen van den portvrijdom.*

ANTWOORD.

Het afschaffen van den portvrijdom veroorzaakt eene vermindering van inkomsten alleen voor de provinciale landbouwmaatschappijen die haar landbouwblad op eigen kosten uitgeven.

Dat is niet het geval, wanneer het uitgeven van het blad is toevertrouwd aan eene private onderneming waarvan de belangen niet van de provinciale maatschappij afhangen.

Elke maatschappij, die zou aanspraak maken op eene verhooging van toelage als vergelding voor het afschaffen van den portvrijdom, zou vooraf moeten bewijzen dat zij rechtstreeks is betrokken in het financieel beheer van het blad.

In 1911 werden hogere toelagen tot een geheel bedrag van 6,000 frank verleend aan drie provinciale maatschappijen.

2<sup>o</sup> VRAAG.

*Kan het Departement van Landbouw niet mededeelen volgens welke statistische gegevens de verhouding van het Belgisch vee in de voeding wordt bepaald op 95 t. h.?*

ANTWOORD.

De gegevens, waarop mijn beheer steunde om die verhouding vast te stellen, werden ontleend aan de jaarlijksche landbouwopnemingen en aan de algemeene tabel van het handelsverkeer van België met de vreemde landen

— beide stukken zijn officieel en openbaar —, evenals aan de inlichtingen van den veeartsenijdienst betreffende den invoer van slachtvee.

Hier volgen, voor de jongste vijf jaren, de cijfers ontleend aan die stukken:

Jaren.	Geheel getal geslachte dieren.	Getal ingevoerde slachtdieren.	Percentsgewijs getal ingevoerde dieren.
1909. . . . .	811,095	43,543	5,5
1908. . . . .	755,557	47,621	6,3
1907. . . . .	793,857	47,204	5,9
1906. . . . .	779,892	36,341	4,6
1905. . . . .	744.412	30.752	4.1
Te zamen. . . .	5,884,593	205,441	5,28

#### 5<sup>e</sup> VRAAG.

*De Middenafdeeling vraagt of men niet een onderzoek zou kunnen instellen naar den toestand van den landbouw in het Rijk.*

#### ANTWOORD.

Mijn Departement houdt zich thans bezig met het door de Middenafdeeling gevraagd onderzoek naar den toestand van den landbouw in het Rijk.

Dat is inderdaad het doel van de algemeene landbouwopneming, waartoe thans wordt overgegaan.

De uitkomsten van deze opneming zullen worden aangevuld en verklaard door technische en economische monographiën, welke mijn Departement zal uitgeven, evenals werd gedaan na de algemeene landbouwopneming in 1895.

#### 4<sup>e</sup> VRAAG.

*Welke zijn de uitlagen van de proeven die werden genomen met de stelsels van D<sup>r</sup> Doyen en Morandi om het mond- en klauwzeer te genezen en zelfs te voorkomen?*

#### ANDWOORD.

Uit de hier bijgevoegde verslagen betreffende de proeven genomen met de behandeling aangeprezen door D<sup>r</sup> Doyen tot bestrijding van het mond- en klauwzeer, blijkt in 't algemeen dat, bij de proeven genomen in Brabant, in West-Vlaanderen en in de provincie Luik, bedoelde behandeling het mond- en klauwzeer noch voorkomt, noch geneest, noch verdrijft, zoo men de vastgestelde feiten in aanmerking neemt.

De Commissie van Brabant stelde er nochtans prijs op, te verklaren dat zij, door hare besluiten, het beginsel van de algemeene geneeswijze, door den geleerden Franschen heerkundige voorgestaan, geenszins wil afkeuren.

Proeven werden insgelijks genomen met den door den heer Morandi aangeprezen veldtijn; het verslag zal eerlang verschijnen.

5<sup>o</sup> VRAAG.

*In welke voorwaarden worden de plaatsvervangende inspecteurs-veeartsen benoemd?*

## ANTWOORD.

Krachtens het eerste artikel van het koninklijk besluit van 10 December 1890 betreffende de inrichting van den veeartsenijdienst, kan bij elken inspecteur, volgens de behoeften van den dienst en voor eenen door den Minister te bepalen tijd, een of verscheidene plaatsvervangende inspecteurs-veeartsen worden benoemd, gelast de inspecteurs-veeartsen bij te staan.

De aldus benoemde plaatsvervangende inspecteurs mogen de veeartsenij-kunst uitoefenen; zij genieten geene jaarwedde, doch worden vergoed voor hunne reizen volgens een door den Minister vastgesteld tarief.

6<sup>o</sup> VRAAG.

*Zouden de dieren, die ten gevolge van mond- en klauwzeer sterven, niet kunnen gerangschikt worden onder de dieren voor welke de Regeering vergoeding toekent?*

## ANTWOORD.

Volgens de reglementen op de gezondheidspolitie der huisdieren wordt het mond- en klauwzeer niet gerekend onder de ziekten voor welke de Regeering vergoeding uitkeert.

Op het bijzonder krediet van 250,000 frank, uitgetrokken op de begroo-ting voor 1911, zullen echter hulpelden worden verleend aan de land-bouwers die in hun bedrijf, gedurende 1911, runderen van minder dan één jaar verloren hebben ten gevolge van mond- en klauwzeer.

7<sup>o</sup> VRAAG.

*De Middenaafdeeling vraagt of de land- en tuinbouwtentoonstellingen niet op alle wijze kunnen aangemoedigd en, des noods, talrijker ingericht worden?*

## ANTWOORD.

Het Departement van Landbouw moedigt de inrichting aan van land-bouwtentoonstellingen en landbouwwedstrijden door middel van toelagen (over 't algemeen, een derde der uitgaven) aan de inrichtende maatschap-pijen.

Het schijnt niet noodig, nog andere maatregelen te nemen om de land-bouwtentoonstellingen talrijker te maken, en het is niet wenschelijk het Departement van Landbouw zelf met de inrichting daarvan te belasten.

De maatschappijen zouden voortaan moeten trachten die wedstrijden zoo practisch te maken als talrijk.

Ten behoeve van de tuinbouwtentoonstellingen wordt jaarlijks eene toelage van 20,000 frank verleend aan het Nationaal Comité tot bevordering van den tuinbouw, dat ze verdeelt onder de vereenigingen aangesloten bij den Bond der Tuinbouwmaatschappijen. Bij de verdeling van deze toelage neemt het Comité in aanmerking inzonderheid de uitgaven waartoe de door deze maatschappijen ingerichte tentoonstellingen en wedstrijden aanleiding geven.

Het Departement verleent insgelijks toelagen aan de syndicaten van aardbeziën- en witlooftelers, ter aanmoediging hunner tentoonstellingenwedstrijden.

Ten slotte verleent het bij uitzondering toelagen voor tuinbouwtentoonstellingen, ingericht bij gelegenheid van wereltentoonstellingen, of voor jubel- of gedenktentoonstellingen die den tuinbouw kunnen bevorderen.

De eigenlijke tuinbouwtentoonstellingen, met name die voor bloemen en sierplanten, zijn talrijk genoeg; doch daar waar het pas geeft, zouden bij deze tentoonstellingen ook wedstrijden voor fruit en groenten moeten ingericht worden.

Over 't algemeen zouden de wedstrijden voor fruit en groenten op regelmatige tijdstippen moeten gehouden worden, mits zij nochtans meer dan thans, eenig practisch belang opleveren. De programma's zouden dienen opgesteld te worden, voornamelijk voor de fruittentoonstellingen, op zulke wijze dat deze niet, zooals het al te dikwijls het geval is, een groot getal verscheidenheden bevatten, maar de beste soorten die in den handel kunnen worden gebruikt. Aldus zouden de wedstrijden teelt en handel bevorderen. Te dien einde zouden zij dienen te worden ingericht in de streken van het land waar de fruitteelt van zeker belang is.

Anderdeels dient te worden vermeld, dat zekere maatschappijen maandelijksche tuinbouwmeetings of zoogenaamde « inbrengprijskampen » inrichten, waarbij de leden, een of tweemaal 's jaars, de voortbrengselen van hunnen tuin tentoonstellen. Dit zijn alle kleinere tentoonstellingen.

Andere maatschappijen richten tuinwedstrijden in.

Uit al deze ondernemingen ontstaat en wordt onderhouden een gunstige wedijver onder de leden; zij hebben bovendien de groote verdienste, niet veel te kosten. Meer wellicht dan de gewone tentoonstellingen kunnen zij den tuinbouw bevorderen, zoo er, wel te verstaan, bij deze meetings, inbrengen tuinwedstrijden, enz., voorlezingen worden gehouden door bevoegde personen.

#### 8<sup>e</sup> VRAAG.

*De Middenafdeeling vraagt eene algemeene lijst van al de openbare werken, omdat men vreest dat de kleine arrondissementen voorbijgezien worden.*

#### ANTWOORD.

De gestelde vraag betreft de gewone begrooting van mijn Departement en tevens de buitengewone begrooting.

Wat aangaat de gewone begrooting, worden de kredieten voor de wegen, de burgerlijke gebouwen, de havens en de waterwegen verdeeld onder al de

belanghebbende arrondissementen, naar gelang van de belangrijkheid dezer wegen of gebouwen en van de behoeften van hun onderhoud, voortspruitende uit de omstandigheden, den tijd of de plaats.

Het bewijs hiervan ligt in de lastkohieren betreffende deze onderhoudswerken.

De kredieten op de buitengewone begrooting worden zoo regelmatig mogelijk verdeeld onder de verschillende streken waar bouwwerken noodig werden bevonden.

Men zou bezwaarlijk vooraf een algemeen programma kunnen opmaken van de verbeterings- of aanleggingswerken van land- of waterwegen; men kan immers niet juist den tijd bepalen, vereischt tot het opmaken der ontwerpen en het aankopen van de gronden waarover de Staat in de meeste gevallen moet beschikken om die werken uit te voeren.

Overigens, eenieder kan zich rekenschap geven van de verdeling dier kredieten door inzage te nemen van de tabellen der begonnen werken, welke ik doe verschijnen tot staving van de voorstellen vervat in de buitengewone begrooting van elk dienstjaar.

#### 9<sup>e</sup> VRAAG.

*De Middenafdeeling verzoekt de Regeering om een bepaald antwoord over de verbetering van den Dender.*

#### ANTWOORD.

Het opmaken van een programma tot verbetering van den gekanaliseerden Dender hangt af van de naasting der concessie tot exploitatie van dezen bevaarbaren waterweg.

De zaak wordt onderzocht.

#### 10<sup>e</sup> VRAAG.

*De Middenafdeeling acht het krediet voor de verbetering van den Rupel ontoereikend.*

#### ANTWOORD.

Het krediet, op de gewone begrooting uitgetrokken, is groot genoeg voor de gewone onderhouds- en verbeteringswerken aan den Rupel gedurende het dienstjaar 1912.

#### 11<sup>e</sup> VRAAG.

*De Middenafdeeling acht het krediet voor de verbetering van de Dijle ontoereikend.*

#### ANTWOORD.

Het krediet, op de gewone begrooting uitgetrokken, is groot genoeg voor de gewone onderhouds- en verbeteringswerken aan de Dijle gedurende het dienstjaar 1912.



12<sup>o</sup> VRAAG.

*De Middenafdeeling acht het krediet tot verbetering der Leie ontoereikend.*

## ANTWOORD.

Het krediet, op de gewone begrooting uitgetrokken, is groot genoeg om te voorzien in de uitgaven, welke zullen voortspruiten uit de *gewone* werken tot onderhoud en verbetering der Leie gedurende het dienstjaar 1912.

13<sup>o</sup> VRAAG.

*De Middenafdeeling dringt er op aan, opdat het Departement inlichtingen verstrekke over de havenwerken te Antwerpen en deze bespoedige.*

## ANTWOORD.

Deze vraag betreft de buitengewone begrooting.

Overigens, de Regeering verwijst naar de verklaring van Minister de Broqueville, hoofd des Kabinet, ter Kamervergadering van 15 November 1911.

14<sup>o</sup> VRAAG.

*De Middenafdeeling verzoekt om uitlegging over de ontwerpen en den toestand der verbeteringswerken aan de Maas, beneden Luik.*

## ANTWOORD.

De verbeteringswerken aan de Maas, beneden Luik, mochten in drie reeksen worden uitgevoerd.

De eerste reeks bevat de werken tot voorloopige verbreding der bedding van den stroom, beneden den dam der kanongietery, te Luik.

De tweede reeks betreft de ontworpen werken tusschen de brug van Wandre en Visé.

De derde en laatste reeks bevat de definitieve werken tot verbreding en rechtmaking van den stroom, waar deze uit Luik spoelt, de werken tot afleiding van den stroom doorheen het eiland Monsin, te Herstal, en de werken tot verplaatsing van den dam der kanongietery.

De voorloopige verbreding van den stroom, beneden den dam der kanongietery (eerste reeks), is voltrokken.

Het aankopen van de gronden, welke noodig zijn om de verbeteringswerken, behoorende tot de derde reeks, uit te voeren, is zeer ver gevorderd. De som, uit dien hoofde tot nu toe uitgegeven, bedraagt ongeveer een millioen.

Het grond- en doorsneëplan betreffende de werken, behoorende tot de tweede reeks, is opgemaakt.

13<sup>o</sup> VRAAG.

*De Middenafdeeling vraagt dat de werken te Dendermonde niet gepaard gaan met die te Antwerpen dat, in de eerste plaats, de Scheldedijk worde versterkt ten einde de overstromingen te voorkomen.*

## ANTWOORD.

Deze vraag betreft de buitengewone begrooting.

De werken te Dendermonde zullen, onafhankelijk van die te Antwerpen, worden uitgevoerd. De werken tot hermaking van den Scheldedijk tusschen Wetteren en Schoonaarde worden thans uitgevoerd; de studiën betreffende de verbeteringswerken aan het deel van den stroom beneden Schoonaarde worden voortgezet en het personeel, daarmede belast, werd nog onlangs versterkt. Het Departement zal er de hand aan houden, opdat deze studiën eerlang voltrokken zijn.

\*  
\*

De Middenafdeeling weet dank aan den Minister, omdat hij artikel 9 der Landbouwbegrooting met 200,000 frank heeft verhoogd tot regelmatigere uitkeering der vergoedingen wegens op bevel der overheid afgemaakte paarden en andere dieren, of wegens hoornvee en zwijnen gestorven, afgemaakt of aangeslagen uit hoofde van tuberculose en koolziekte.

Zooals de achtbare heer Van Cleemputte het verleden jaar zegde in zijn verslag over dezelfde begrooting, wint de verzekerde veestapel gedurig aan in belangrijkheid, in hoeveelheid en in hoedanigheid. De omvang van de gedekte risico's, de opofferingen welke de vereenigingen zich getroosten, nemen van jaar tot jaar, gedurig toe, in belangrijkheid en uitgebreidheid; tevens kan men nagaan den ontwikkelingsgang en de volmaking der maatregelen, door de verschillende maatschappijen getroffen ten einde de gezondheidsvoorwaarden van het vee te verbeteren, de ongevallen te voorkomen, het binnendringen en het voortzetten der ziekten en vooral der besmettelijke ziekten te bestrijden. Bedoelde instellingen bewijzen dus in velerlei opzicht belangrijke diensten aan het land. De Staat heeft er natuurlijk belang bij, dat deze instellingen nog toenemen in getal en in belangrijkheid. Wanneer de Staat op geregelde wijze de toelagen, inzonderheid aan de herverzekeringsmaatschappijen, verhoogt, zal de uitslag daarvan wèzen, dat deze en de daarbij aangesloten maatschappijen de gezondheidsmaatregelen voortdurend verbeteren en op redematige wijze ontwikkelen. Ruinere tegemoetkoming is dus ten volle gerechtvaardigd.

Insgelijks brengt de Middenafdeeling huide aan den Minister, omdat deze eraan gedacht heeft, verbetering te brengen in den toestand van het korps der Staatslandbouwkundigen, van de inspecteurs-veeartsen, van het personeel der laboratoriums voor onderzoekingen, in het materieel vereischt ten gevolge van de uitbreiding der werkzaamheden van het station van landbouwscheikunde en landbouwnatuurkunde, in de laboratoriums voor onderzoekingen en in alles wat daarmee in verband staat.

De Middenafdeeling dankt den achtbaren Minister, omdat hij met 502,000 fr.

verhoogde de toelagen verleend aan de provinciën, opdat deze de verbeterde wegen van groot verkeer goed zouden onderhouden; tevens wordt warme hulde gebracht aan den achtbaren Minister van Landbouw om zijn heilzaam initiatief waardoor hij, voor de eerste maal, 200,000 frank heeft uitgetrokken op zijne begrooting ten bate van de landelijke gemeenten tot onderhoud der landbouwwegen welke met Staatstusschenkomst als zoodanig werden verbeterd.

Niettemin hoopt zij dat voortaan deze toelage op aanzienlijke wijze zal worden verhoogd, opdat de gemeenten ook al de verbeterde kleine buurtwegen zouden kunnen onderhouden.

Zij wenscht den Minister geluk, omdat hij de wijze, waarop wordt overgegaan tot de landbouwoopeneming, verbeterde door het aanstellen van commissiën van statistiek onder de leiding van de landbouwcomices en van de provinciale landbouwcommissiën.

De Begrooting werd door de 1<sup>ste</sup> afdeeling verworpen met 10 stemmen tegen 10; zij werd aangenomen door de 2<sup>e</sup> afdeeling met 6 stemmen tegen 6;

Door de 3<sup>e</sup> afdeeling met 12 stemmen tegen 9;

Door de 4<sup>e</sup> afdeeling met 12 — — 10;

Door de 5<sup>e</sup> afdeeling met 12 stemmen en 4 onthoudingen;

Door de 6<sup>e</sup> afdeeling met 14 — 2 —

Met eenparige stemmen stelt de Middenafdeeling voor, de Begrooting aan te nemen.

*De Verslaggever,*

J. PITSAER.

*De Voorzitter,*

A. HARMIGNIE.

